

L'accès à l'eau pour tous impose d'investir dans les infrastructures

Selon une étude menée par la Banque mondiale, 3 milliards de personnes pourraient manquer d'eau potable en 2035 si de nouveaux programmes ne sont pas lancés

A lors que l'attention d'une grande partie du monde est concentrée sur les questions de sécurité des approvisionnements énergétiques, des centaines de millions de personnes, dans les pays en développement, considèrent toujours l'approvisionnement en eau potable comme tout aussi important, si ce n'est plus. Le quatrième Forum mondial de l'eau de Mexico, qui s'est tenu du 16 au 22 mars, l'a opportunément rappelé.

Les enquêtes menées par la Banque mondiale dans ces pays montrent que, quand on demande aux populations pauvres de nommer les trois défis les plus importants qu'ils rencontrent, leur « bonne santé » fait toujours partie de cette liste. Et l'élément-clé qui détermine cette « bonne santé » reste l'accès à l'eau potable.

Aujourd'hui, dans le monde, plus d'un milliard de personnes n'y ont pas accès et sont, de ce fait, plus facilement la proie des maladies. La Banque mondiale estime qu'en 2035 près de 3 milliards de personnes, presque toutes dans les pays en développement, pourraient manquer d'eau, particulièrement en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie du Sud. Cela causera des difficultés évidentes, mais entravera également la croissance économique nécessaire à ces millions de personnes pour échapper à la pauvreté. En Amérique latine, près de 15 % de la population, soit près de 76 millions de personnes, n'ont aucun accès à une eau potable, et 116 millions de personnes ne bénéficieraient d'aucun réseau d'assainissement. Les chiffres sont pires pour l'Afrique et certaines régions d'Asie.

C'est une situation que peu de personnes doivent affronter dans les pays riches. Ces derniers ont investi très tôt et massivement dans l'infrastructure, les institutions et la gestion de l'eau. Les résultats, au-delà des avantages sanitaires que cela procure à tous, ont fourni les conditions d'une croissance économique record : il suffit d'examiner les investissements hydroélectriques pour comprendre l'impact positif des projets de gestion de l'eau dans de nombreux pays.

Bien sûr, les pays riches possèdent certains avantages : ils jouissent généralement de cli-

KATHERINE SIERRA

BANQUE MONDIALE

mats modérés où les pluies sont régulières et présentent généralement peu de risques de sécheresse ou d'inondation. Ils ne sont pas pour autant à l'abri de catastrophes, comme la destruction de La Nouvelle-Orléans par le cyclone Katrina l'a montré.

Mais l'impact de tels événements sur les pays pauvres est bien plus important. Les variations extrêmes des pluies, les inondations et les sécheresses peuvent avoir des effets sociaux et économiques, mais aussi occasionner un nombre très important de victimes. La côte du golfe du Mexique et les pays d'Amérique centrale font sans cesse l'expérience de telles tragédies, les communautés démunies étant les plus vulnérables et les moins capables de gérer ces événements.

« Le développement de l'Ethiopie est si intimement lié aux pluies saisonnières que de fortes variations dans les pluies, couplées au manque d'infrastructures, ont sapé la croissance et perpétué la pauvreté »

L'Ethiopie et le Yémen sont deux exemples tout aussi marquants. Le développement de l'Ethiopie est si intimement lié aux pluies saisonnières que de fortes variations dans les pluies, couplées au manque d'infrastructures, ont sapé la croissance et perpétué la pauvreté. Une simple sécheresse peut réduire le potentiel de croissance de 10 % à long terme. Le Yémen ne possède aucune eau de surface permanente et dépend entièrement des pluies, des nappes souterraines et des inondations.

Pour aller de l'avant, les pays en développe-

ment ont besoin de nouvelles infrastructures et d'une meilleure gestion de l'eau. Toute politique en la matière doit être conçue en relation avec le contexte et les besoins spécifiques de chaque pays, mais il n'y a en revanche aucune contrainte à la définition d'investissements qui garantissent que les communautés locales et l'environnement puissent en tirer rapidement des avantages tangibles.

Dans certains pays, cela signifie généralement la création de canaux, de stations de pompage et de digues. D'autres pays peuvent avoir besoin de réservoirs plus profonds, de stations d'épuration plus modernes ou de systèmes de transport de l'eau améliorés. Tout cela peut éventuellement être conçu pour améliorer et étendre les réserves d'eau destinées à la génération d'énergie, à l'irrigation, à l'usage industriel et privé, tout en garantissant une certaine sécurité contre les sécheresses et une certaine protection contre les inondations.

La clé de la réussite de tout accroissement des investissements dans ces infrastructures est d'augmenter proportionnellement ceux réalisés dans les institutions chargées de la gestion de l'eau. Des infrastructures mal gérées ne permettront pas d'améliorer la santé des populations ou de soutenir la croissance économique. Les infrastructures peuvent et doivent être développées en parallèle avec de bonnes institutions, bien gérées, dans le respect de l'environnement et selon un partage équitable des coûts et des bénéfices.

Une politique d'investissement qui réduit la vulnérabilité des pauvres et offre un accès à l'eau pour tous requiert une gestion personnalisée et un partenariat spécifique entre les pays donateurs, les pays en développement, le secteur privé et les communautés locales. Le Forum mondial de l'eau offre à ses participants l'occasion de forger et renforcer de tels partenariats. Si ces derniers réussissent, les bénéfices qu'en tireront les populations pauvres du monde entier seront immenses. ■

Katherine Sierra est vice-présidente chargée des infrastructures à la Banque mondiale.

Traduit de l'anglais par Catherine Merlen.

© Project Syndicate 2006.

www.project-syndicate.org